



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

croissance

Question écrite n° 55090

Texte de la question

M. Jean-Frédéric Poisson attire l'attention de M. le ministre auprès du Premier ministre, chargé de la mise en oeuvre du plan de relance, sur les suites du plan de relance européen prévu par les États membres fin 2008. Ce plan suggéré par la Commission européenne a pour but de relancer la croissance. Il propose une stimulation de 1,5 % du PIB des vingt-sept, qui s'articule notamment autour de réductions temporaires de TVA, de la promotion de l'innovation dans l'automobile, de la suspension du pacte de stabilité, de l'accord des prêts à taux bonifiés ou de garanties de crédit pour les entreprises... Le risque est que ce plan devienne plus une addition de plans nationaux qu'un véritable plan communautaire. En quoi la coopération entre les États membres est-elle nécessaire pour amorcer une sortie de crise dans ces derniers ainsi que dans l'Union européenne ? On peut espérer que, malgré ses conséquences néfastes, la crise aura été l'occasion de donner à l'Union européenne toute son ampleur recherchée par les traités.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Frédéric Poisson](#)

Circonscription : Yvelines (10^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 55090

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Plan de relance

Ministère attributaire : Plan de relance

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 14 juillet 2009, page 6991

Question retirée le : 28 juillet 2009 (Fin de mandat)